

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/W/15

1er décembre 1995

(95-3887)

Comité du commerce et de l'environnement

MESURES COMMERCIALES PRISES A DES FINS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT QUI RELEVANT D'ACCORDS ENVIRONNEMENTAUX MULTILATERAUX: EVOLUTION RECENTE

Note du Secrétariat

CODE DE CONDUITE DE LA FAO POUR UNE PECHE RESPONSABLE

La présente note a été établie en réponse à la demande formulée par le Comité du commerce et de l'environnement, à sa réunion d'octobre 1995, visant à ce que le Secrétariat fournisse des informations sur le Code de conduite pour une pêche responsable récemment négocié par la FAO.¹

Le concept de pêche responsable a pour la première fois été avancé par le Comité des pêches de la FAO (COFI) à sa session de 1991. En mai 1992, le gouvernement mexicain, en coopération avec la FAO, a organisé la Conférence internationale sur une pêche responsable qui a abouti à la Déclaration de Cancún sur la pêche responsable et qui a engagé la FAO à rédiger, en consultation avec les organisations internationales compétentes, un "Code international de conduite pour une pêche responsable". Par la suite, la Déclaration de Cancún a été approuvée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement organisée à Rio en juin 1992, et en novembre 1992 le Conseil de la FAO a officiellement donné son accord à l'élaboration d'un projet de Code.

Les négociations sur le Code de conduite pour une pêche responsable (dans la version anglaise, le terme "Fishing" a été remplacé en 1994 par le terme "Fisheries" pour plus de conformité avec les versions française et espagnole) ont débuté en 1993 sur la base de grandes lignes et d'un avant-projet de texte établis par le secrétariat de la FAO sous sa propre responsabilité. Les négociateurs se sont réunis en divers lieux et en groupes de délégués restreints sous les auspices de la FAO plusieurs fois par an jusqu'à ce qu'une version finale du Code de conduite ait été adoptée par le Groupe de rédaction à la fin du mois de septembre 1995 et soumise au Conseil et à la Conférence de la FAO aux fins d'approbation et d'adoption respectivement, en octobre 1995. Toutefois, le Code ne sera probablement pas opérationnel dans un futur immédiat, étant donné que des directives sur l'utilisation du Code doivent encore être élaborées. La rédaction de ces directives devrait débuter au printemps de 1996. Les directives devraient être soumises au COFI à sa session de 1997.

Le Code de conduite comprend 12 articles dont cinq articles liminaires portant respectivement sur la nature et la portée du Code; ses objectifs; ses liens avec d'autres instruments internationaux;

¹La présente note a été établie sur la base de la "version finale" du Code de conduite, datée du 1er novembre 1995.

l'application, le suivi et l'actualisation du Code; et enfin l'application du Code aux pays en développement. Ces cinq articles sont suivis d'un article consacré aux principes généraux, précédant les six articles couvrant les grands domaines d'intérêt, à savoir l'aménagement des pêcheries, les opérations de pêche, le développement de l'aquaculture, l'intégration des pêches dans l'aménagement des zones côtières, les pratiques après capture et le commerce et enfin la recherche halieutique. De plus, l'Accord visant à promouvoir le respect par les navires pêchant en haute mer des mesures internationales de conservation et d'aménagement fait partie intégrante du Code.

Dans son paragraphe d'introduction, le Code définit des principes et des normes internationales de comportement pour garantir des pratiques responsables en vue d'"assurer effectivement la conservation, la gestion et le développement des ressources bioaquatiques, dans le respect des écosystèmes et de la biodiversité". Il reconnaît l'importance nutritionnelle, économique, sociale, environnementale et culturelle de la pêche et les intérêts de tous ceux qui sont concernés par ce secteur. Le Code prend en considération les caractéristiques biologiques des ressources et de leur environnement, ainsi que les intérêts des consommateurs et autres utilisateurs.

Le Code de conduite est en principe facultatif, c'est-à-dire non juridiquement contraignant pour les pays qui le ratifient. Toutefois, l'article premier indique que certaines parties du Code reposent sur des règles pertinentes du droit international, y compris celles qui sont énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982. Le Code contient également des dispositions qui peuvent avoir ou ont déjà reçu une force juridique obligatoire en vertu d'autres instruments juridiques signés et ratifiés par les pays qui signent et ratifient aussi le Code de conduite pour une pêche responsable. L'un de ces instruments juridiques est l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion² qui fait partie intégrante du Code conformément à la Résolution n° 15/93, paragraphe 3, de la Conférence de la FAO.

Les objectifs du Code sont notamment les suivants: "établir, conformément aux normes de droit international pertinentes, des principes pour une pêche et des activités liées à la pêche menées de manière responsable ..."; "établir des principes et des critères pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques nationales visant la conservation responsable des ressources halieutiques et l'aménagement et le développement responsables de la pêche"; "promouvoir le commerce du poisson et des produits de la pêche, conformément aux normes internationales pertinentes, et éviter l'utilisation de mesures qui constituent des barrières cachées à un tel commerce"; et "fournir des normes de conduite à tous ceux impliqués dans le secteur de la pêche".

Le Code de conduite contient des dispositions relatives au commerce international et à la politique commerciale. Ces dispositions qui présentent un intérêt particulier dans le contexte de l'OMC figurent principalement à l'article 11.2 "Commerce international responsable". Afin que l'on puisse s'y reporter plus aisément, l'article 11.2 a été reproduit *in extenso* en annexe.

²Cet Accord, connu sous le nom de "Flagging Agreement" (Accord sur l'attribution d'un pavillon) a été mis au point en 1993 et a été ratifié à ce jour par sept pays.

ANNEXE

Extraits du Code de conduite pour une pêche responsable

11.2 COMMERCE INTERNATIONAL RESPONSABLE

11.2.1 Les dispositions du présent Code devraient s'interpréter et s'appliquer conformément aux principes, droits et obligations établis dans l'Accord portant création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

11.2.2 Le commerce international du poisson et des produits de la pêche ne devrait compromettre ni le développement durable de la pêche ni l'utilisation responsable des ressources halieutiques.

11.2.3 Les Etats devraient veiller à ce que les mesures applicables au commerce international du poisson et des produits de la pêche soient transparentes, fondées, lorsqu'il convient, sur des données scientifiques, et conformes aux règles approuvées à l'échelle internationale.

11.2.4 Les mesures portant sur le commerce du poisson et des produits de la pêche adoptées par les Etats pour protéger la vie ou la santé humaine ou animale, les intérêts des consommateurs ou l'environnement, devraient éviter toute discrimination et être conformes aux règles internationalement approuvées portant sur le commerce, en particulier les principes, droits et obligations prévus dans la Convention portant sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce de l'OMC.

11.2.5 Les Etats devraient continuer à libéraliser le commerce du poisson et des produits de la pêche, et éliminer les barrières et les distorsions au commerce, telles que les tarifs douaniers, les contingents et les barrières non tarifaires, conformément aux principes, droits et obligations établis par l'accord portant création de l'OMC.

11.2.6 Les Etats ne devraient pas créer, directement ou indirectement, d'obstacles inutiles ou cachés au commerce de nature à limiter la liberté de choix du fournisseur par le consommateur, ou à restreindre l'accès au marché.

11.2.7 Les Etats ne devraient pas conditionner l'accès aux marchés à l'accès aux ressources. Ce principe n'exclut pas la possibilité de conclure entre les Etats des accords de pêche comprenant des dispositions concernant l'accès aux ressources, le commerce et l'accès aux marchés, le transfert de technologie, la recherche scientifique, la formation et autres éléments pertinents.

11.2.8 Les Etats ne devraient pas lier l'accès aux marchés à l'achat d'une technologie particulière ou à la vente d'autres produits.

11.2.9 Les Etats devraient coopérer pour l'application des accords internationaux pertinents réglementant le commerce d'espèces menacées d'extinction.

11.2.10 Les Etats devraient élaborer des accords internationaux portant sur le commerce de spécimens vivants, lorsqu'il y a un risque de nuire à l'environnement dans les pays importateurs ou exportateurs.

11.2.11 Les Etats devraient coopérer pour promouvoir l'adhésion aux normes internationales portant sur le commerce du poisson et des produits de la pêche et sur la conservation des ressources halieutiques ainsi que l'application effective de ces normes.

11.2.12 Les Etats ne devraient pas saper les mesures de conservation des ressources halieutiques pour en tirer des avantages sur le plan commercial ou en termes d'investissement.

11.2.13 Les Etats devraient coopérer pour élaborer des règles ou normes internationalement acceptables portant sur le commerce du poisson et des produits de la pêche et conformes aux principes, droits et obligations établis par l'accord portant création de l'OMC.

11.2.14 Les Etats devraient coopérer entre eux et participer activement aux instances régionales et multilatérales appropriées, telles que l'OMC, en vue de veiller à ce que le commerce du poisson et des produits de la pêche soit équitable et non discriminatoire, et que les mesures approuvées multilatéralement portant sur la conservation des pêcheries soient l'objet d'une ample acceptation.

11.2.15 Les Etats, les organismes d'aide au développement, les banques multilatérales de développement et autres organisations internationales appropriées, devraient veiller à ce que leurs politiques et leurs pratiques en matière de promotion du commerce international du poisson et des produits de la pêche et en matière de production pour l'exportation ne dégradent pas l'environnement ou ne créent pas d'effets nuisibles aux droits et aux besoins nutritionnels des populations pour la santé et le bien-être desquelles le poisson est d'une importance capitale et pour lesquelles d'autres sources comparables d'aliments ne sont pas immédiatement disponibles ou accessibles.